

Publié le 22 octobre 2021

Les territoires, réalités incontournables de la République

La politologue Chloé Morin était l'invitée de la plénière de clôture du Congrès de Toulouse jeudi 14 octobre, avec pour défi d'apporter des éléments de réponse à la question cruciale du rôle des territoires pour résoudre les difficultés de notre système démocratique, dans un monde qui change de plus en plus vite.



La proximité, valeur cardinale

Au cours de son intervention sans détours, **Chloé Morin a notamment réaffirmé l'attachement des Français à leurs représentants de proximité**. Les Français sont ainsi 75% à faire confiance au maire de leur commune, chiffre qui va décroissant à mesure que s'allonge la distance avec les autres responsables politiques, du président du Conseil départemental jusqu'aux parlementaires et ministres.

Ces tendances ont été confirmées depuis le début de la crise sanitaire, qui a renforcé l'attachement à des acteurs politiques et à des services publics locaux qui se sont montrés particulièrement réactifs et efficaces durant cette période difficile.

La politologue a passé en revue l'ensemble du spectre politique actuel, au lendemain d'élections locales marquées par un taux d'abstention record et à quelques mois de l'ouverture d'une année politique intense. Elle a ensuite abordé plusieurs sujets d'importance avec les élus du mouvement des Epl. A commencer par **le désengagement croissant des citoyens au sein d'une société fragmentée et privée des repères traditionnels qui en assurent la cohésion**, ainsi qu'un premier bilan de la loi sur le non-cumul des mandats et de ses conséquences.

Revisiter les règles de non-cumul des mandats ?

Le débat s'est ainsi engagé avec **Sophie Errante, députée de Loire-Atlantique et présidente de la Commission de surveillance de la Caisse des Dépôts**, accompagnée de **Jean-Marie Sermier, député du Jura et président d'honneur de la FedEpl**, et **Jean-Léonce Dupont, président du Conseil départemental du Calvados et également président d'honneur de la FedEpl**.

Les intervenants ont notamment saisi **l'invitation de Chloé Morin à réexaminer pour les assouplir les règles de non-cumul** entre un mandat de parlementaire et la présidence d'un exécutif local, afin de contribuer à retisser ce lien essentiel pour l'enracinement local des élus de la République.

Sophie Errante a tenu à souligner à ce titre l'importance particulière du parcours des élus au niveau local afin de dépasser la discussion sur la notion de cumul des mandats, en insistant sur la valeur de l'expérience de terrain jugée incontournable pour ceux qui peuvent ensuite se voir confier des responsabilités nationales sans perdre de vue les territoires.